

Diagnostic-action dans la branche de l'exploitation cinématographique

Cette synthèse présente les résultats du diagnostic-action pour la branche de l'exploitation cinématographique, réalisé entre avril et septembre 2021, dans le cadre de l'appel à projets « soutien aux démarches prospectives compétences » du plan d'investissement dans les compétences (PIC) pour la période 2018/2022

Synthèse - Octobre 2021

Les impacts de la crise sanitaire sur l'activité

Une chute de la fréquentation totale des cinémas de près de 70% durant la crise, entraînant une perte de chiffre d'affaires de 68% en moyenne en 2020

DES CONSÉQUENCES DIFFÉRENCIÉES SUR LES MAILLONS DE L'EXPLOITATION CINÉMATOGRAPHIQUE

1. PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE

POST-PRODUCTION

2. DISTRIBUTION EN SALLES

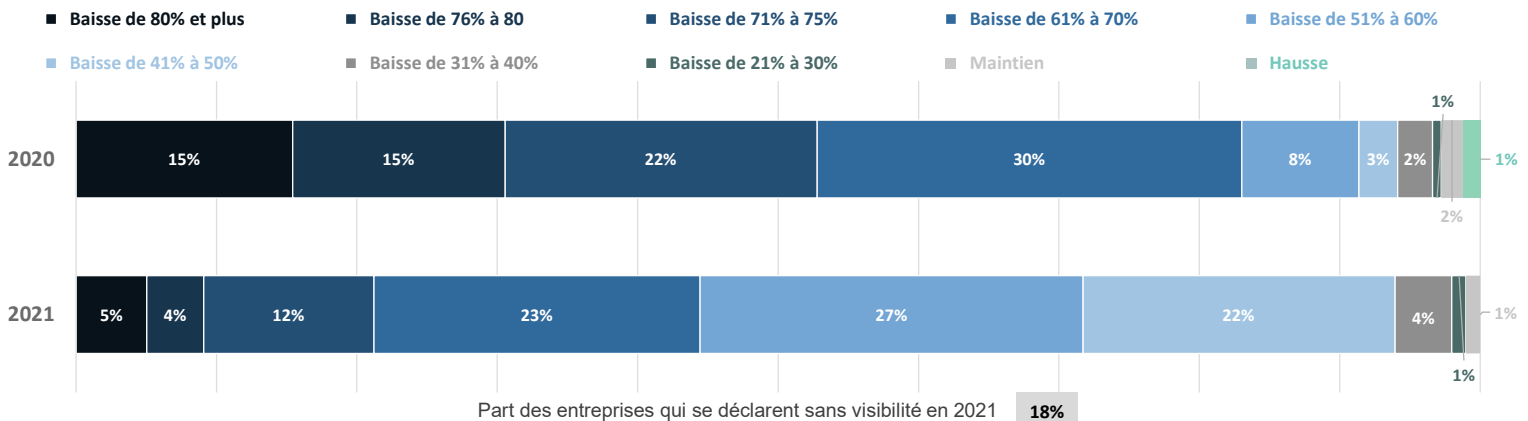
3. EXPLOITATION DE SALLES

L'impact de la crise et la reprise de l'activité dans la branche sont fortement dépendants des autres maillons de la chaîne de valeur :

- 1 - Sur la production et la post-production**, le premier confinement a arrêté les activités puis retardé certains tournages, diminuant le nombre d'œuvres cinématographiques produites à court terme. La perte de recettes a affecté les capacités budgétaires de production à venir.
- 2 - Sur la distribution en salle**, la fermeture des salles dans une partie du monde a retardé les sorties de certains blockbusters hollywoodiens. Alors que les mesures sanitaires s'assouplissaient, environ 400 films étaient ainsi en attente de projection dans les cinémas en mai 2021.
- 3 - Sur l'exploitation cinématographique**, la fermeture des cinémas accroît les parts de marché pour la diffusion des œuvres sur les plateformes de streaming. La perte des recettes de cinémas affecte l'ensemble de la filière à travers la baisse de soutien financier du CNC.

Evolution et prévision du chiffre d'affaires des établissements par rapport à 2019

Source : Enquête exploitants de site (avril-mai 2021) – KYU, CPNEF-EC, AFDAS – 272 répondants



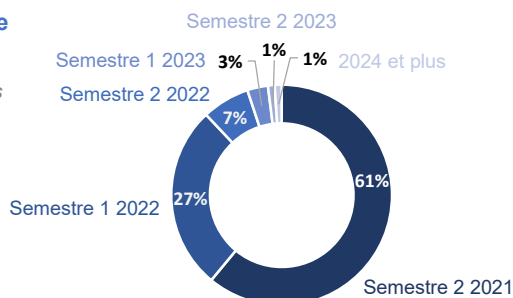
52% des établissements de la branche ont perdu plus de 75% de leur chiffre d'affaires en 2021 par rapport en 2019. Fermés dès le mois de mars 2020, les exploitants n'ont pas retrouvé leur chiffre d'affaires malgré leur réouverture entre juin et octobre 2020. La saisonnalité des salles, moins fréquentées durant l'été, l'impact de la crise sur la programmation et les craintes du public envers la virus, n'ont pas permis aux salles de retrouver leur niveau de fréquentation.

A quel horizon prévoyez-vous un redémarrage de votre activité et un retour au niveau de 2019 ?

Source : Enquête exploitants de site (avril-mai 2021) – KYU, CPNEF-EC, AFDAS

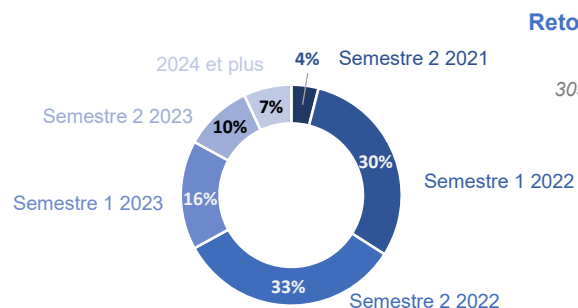
Redémarrage de l'activité

313 répondants



Retour au niveau de 2019

303 répondants



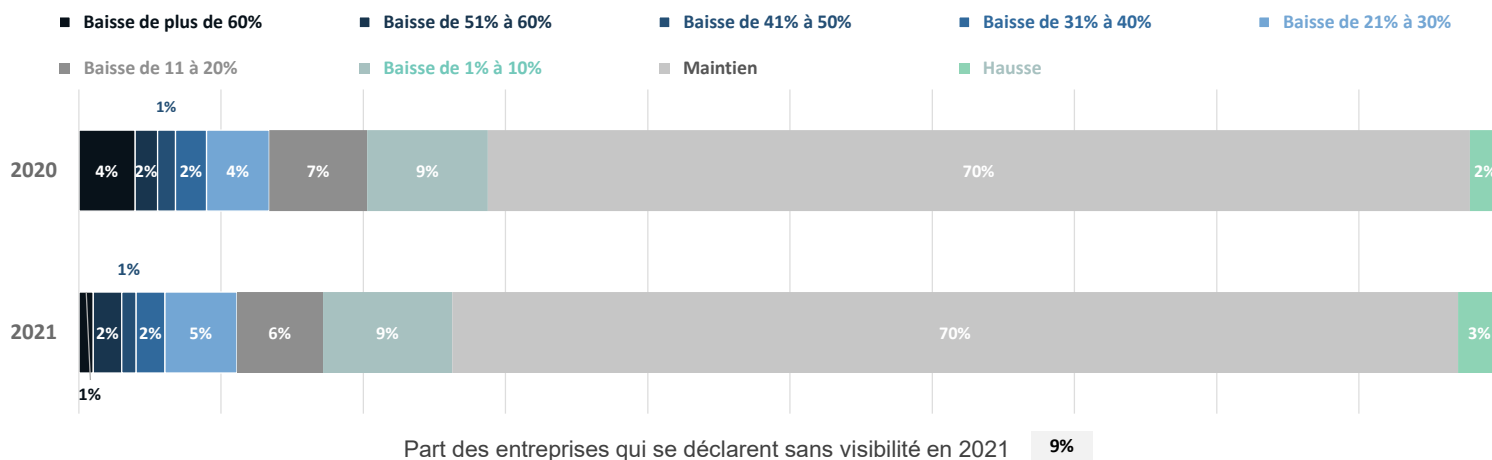
Les exploitants sont plus optimistes quant à la prévision de leur activité en 2021. 3 exploitants sur 5 anticipent un redémarrage de l'activité dès le deuxième semestre 2021, et les deux tiers envisagent un retour au niveau de l'activité en 2022.

Les effets de la crise sur les salariés

Un maintien global des salariés dans la branche grâce au recours à l'activité partielle, malgré des conséquences psychologiques et financières

Evolution et prévision des effectifs salariés des établissements par rapport à 2019

Source : Enquête exploitants de site (avril-mai 2021) – KYU, CPNEF-EC, AFDAS – entre 310 à 321 répondants



En 2020 comme en 2021, 7 établissements sur 10 sont parvenus à maintenir leurs effectifs salariés, notamment grâce au fort recours au dispositif d'activité partielle durant les périodes de fermeture, ainsi que pendant les périodes de réouverture sous mesures sanitaires contraignantes. En 2020, près de 30% des salles de cinéma interrogées ont connu une baisse de leur effectif salariés. Elles sont encore 26% à l'envisager en 2021, et 10% prévoient une baisse à hauteur de plus de 30% par rapport à 2019. Cette diminution des effectifs est essentiellement liée à des mouvements structurels de l'emploi (départs à la retraite, contrats à durée déterminée, turn over des étudiants...).

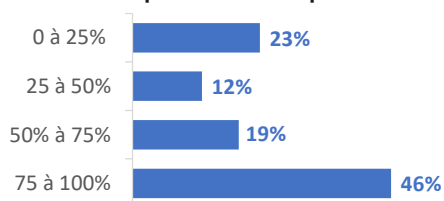
Des professionnels partiellement ou entièrement sans activité

Source : Enquête salariés de la branche (avril-mai 2021) – KYU, CPNEF-EC, AFDAS – entre 291 et 293 répondants

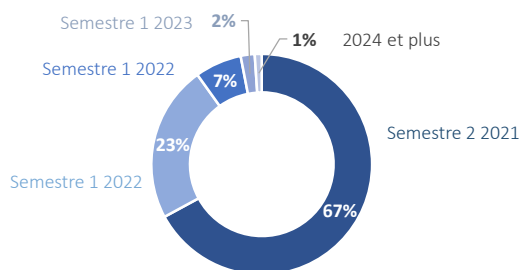


83% des salariés étaient en activité partielle entre le mois de mars 2020 et mai 2021.

A quelle proportion de votre temps de travail habituel (hors crise) cette activité partielle correspond-t-elle ?



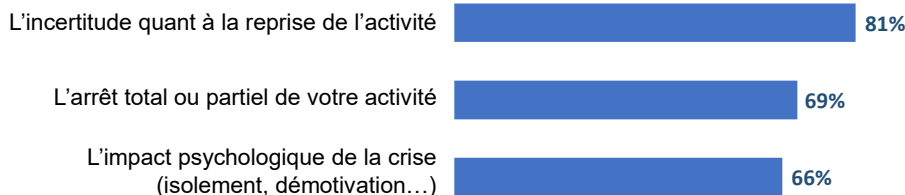
A quel horizon envisagez-vous une reprise complète de votre activité ?



Les métiers de l'exploitation cinématographique ont connu un fort niveau d'activité partielle. Plus d'un salarié sur 8 ont été en activité partielle durant toute la crise, et près de la moitié des personnes interrogées estiment que celle-ci s'élevait à hauteur de 75 à 100% de leur activité habituelle. Les plus touchés sont les agents de cinéma et les animateurs. Près de 70% des salariés envisagent une reprise complète de leur activité dès le deuxième semestre de 2021, et environ un quart (23%) au premier semestre 2022.

Principales difficultés ressenties par les salariés lors de la fermeture

Source : Enquête salariés de la branche (avril-mai 2021) – 359 répondants



Plus de 8 salariés sur 10 désignent l'incertitude quant à la reprise de l'activité comme l'une des principales difficultés.

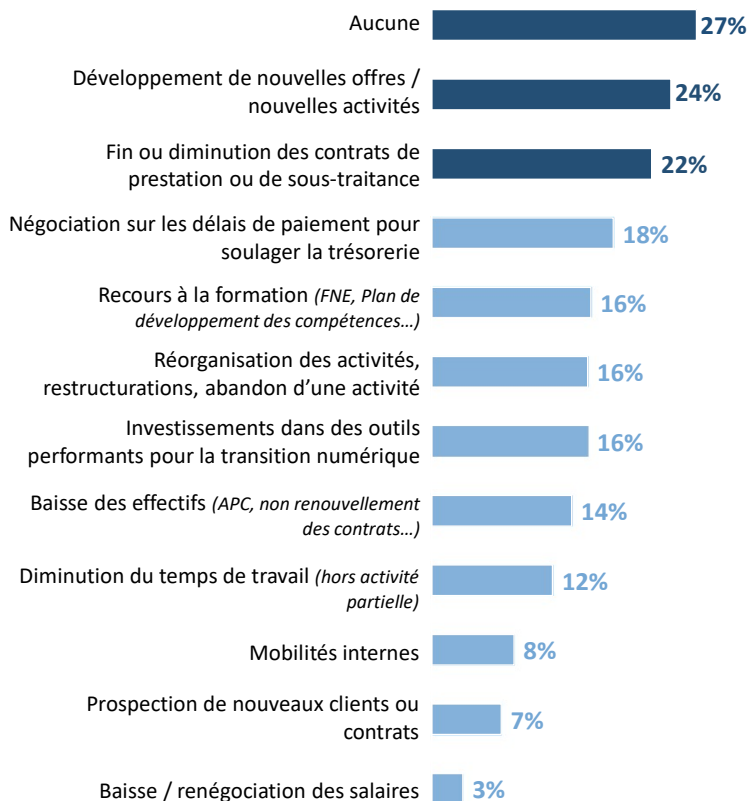
Près de 70% mentionnent l'arrêt total ou partiel de leur activité, notamment dans les métiers techniques ou d'accueil, et les deux tiers citent l'impact psychologique de la crise (isolement, travailleurs « non essentiels », exposition au virus...). Au-delà de l'impact financier sur les salariés les plus précaires, ces difficultés ont également précipité certains départs volontaires de la branche, où les salariés n'envisageaient plus de perspectives d'évolution.

Les stratégies mises en place face à la crise

Face au manque de visibilité sur les perspectives de reprise, peu d'exploitants ont mis en place de nouvelles stratégies

Les stratégies déployées par les exploitants pour parer à la situation lors de la crise

Source : Enquête exploitants de site (avril-mai 2021) – KYU, CPNEF-EC, AFDAS – 309 répondants



Durant la crise, près de trois établissements sur dix n'ont mis en place aucune stratégie. Ce chiffre s'explique par le manque de visibilité des exploitants sur la reprise de l'activité : la majorité a donc avant tout mis en place des solutions provisoires pour maintenir le lien avec les spectateurs (développement ou intensification de la communication sur les réseaux sociaux, site internet...)

A court terme, **près d'un quart (24%) des exploitants ont mis en place de nouvelles offres ou services** : une minorité déclare s'être inscrite sur des plateformes de vidéos à la demande, malgré un faible intérêt du public pour ces services. D'autres ont développé des **activités d'animation culturelle** (en ligne ou dans les établissements scolaires). Enfin, certains cinémas ont mis à profit la période pour organiser le développement de nouvelles prestations, comme la projection en plein air.

Dans les mois à venir, près de la moitié (45%) des exploitants souhaitent mettre en œuvre de nouveaux services ou de offres.

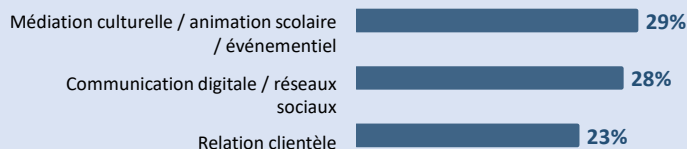
Certains mentionnent la poursuite et l'intensification du **développement de la vente des places en ligne**, déjà proposé dans de nombreux établissements avant la crise, mais également des services événementiels ou des animations culturelles pour distinguer l'expérience du cinéma. A l'inverse, près d'un quart (23%) des établissements ne souhaitent mettre en place aucune stratégie particulière, voire envisagent de diminuer le nombre de séances proposées en zone rurale.

Les thématiques de formation clés pour l'avenir

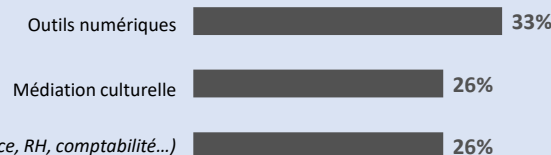
Source : Enquête exploitants de site et enquête salariés de la branche (avril-mai 2021) – 65 à 129 répondants

Les thématiques prioritaires sont la médiation culturelle, la communication digitale et les outils numériques. Parmi les exploitants, 16% déclarent avoir mis en place une stratégie de formation, et 12% pourraient la mettre en place dans les mois à venir.

Selon les exploitants de site



Selon les salariés de la branche



NB : Résultats issus d'un retraitement des champs libres de l'enquête, selon les grandes thématiques de formation identifiées.

Niveau de recours aux dispositifs de soutien

Source : Enquête exploitants de site (avril-mai 2021) – KYU, CPNEF-EC, AFDAS – 309 répondants



Des exploitants ayant répondu à l'enquête ont mobilisé les aides financières du CNC durant la crise.



Ont bénéficié de la suspension de la taxe sur les entrées en salle (TSA).



Ont eu recours à l'activité partielle.



Ont eu recours aux Fonds de solidarité pour les entreprises.

Les deux dispositifs les mobilisés par les établissements sont les aides financières du CNC et l'activité partielle. Moins de 10% des établissements interrogés souhaitent avoir recours à un dispositif de soutien dans les mois à venir. Le principal enjeu pour les exploitants repose davantage sur la **gestion de leur taux d'endettement**.

Les stratégies de reprise post Covid 19

Accompagner les salariés de la branche et les exploitants de cinéma à court et moyen terme

Les deux enjeux d'accompagnement des exploitants et des salariés de la branche

1

Favoriser la professionnalisation des salariés

L'intensification des usages et outils numériques, l'évolution de la concurrence et la diversification de l'offre ont été renforcés par la crise sanitaire et impactent les pratiques des exploitants et les **besoins en compétence des salariés**. Ils tendent à devenir de plus en plus **polycompétents** sur l'ensemble des métiers de la branche (projection, accueil du public, vente...), et doivent posséder des **compétences techniques** afin de maîtriser les technologies émergentes.

Durant la crise, la période prolongée d'inactivité a également précipité l'élaboration de **projets de reconversion**. La moitié (49%) des salariés envisagent de quitter la branche ou y réfléchissent. Dans 24% des cas, ces reconversions sont préparées dans des secteurs proches de l'exploitation cinématographique (spectacle vivant, édition, sport...). Dans ce cadre, les compétences, notamment transversales à plusieurs secteurs, doivent être valorisées par des certifications et parcours types.

2

Accompagner les exploitants et les salariés dans la reprise d'une activité transformée par la crise sanitaire

Les exploitants connaissent une concurrence croissante des autres plateformes de diffusion des œuvres et souhaitent valoriser l'**expérience du cinéma** pour se distinguer. Près de la moitié (45%) envisagent de mettre en place de **nouvelles offres ou services** dans les mois à venir, comme le développement de la **médiation culturelle**. La grande majorité des salariés (83%) étaient en **activité partielle** entre mars 2020 et mai 2021. Les **agents de cinéma** et les **techniciens polyvalents** ont été particulièrement touchés. De nouveaux enjeux apparaissent autour de la reprise de l'activité des salariés et des **techniques de management** pour les accompagner.

Près de la moitié (45%) des exploitants citent le **maintien d'un lien avec le public** comme l'une des principales difficultés rencontrées durant la crise. Les **enjeux de transition numérique** (communication, réseaux sociaux, offre de service...) sont donc également croissants.

Les cinq axes de travail pour répondre à ces enjeux

Enjeu 1 : Favoriser la professionnalisation des salariés

1

Valoriser les compétences de salariés de la branche en mobilisant le dispositif de VAE.

2

Créer une offre de formations certifiantes pour des compétences transversales afin de favoriser l'évolution professionnelle des salariés de la branche.

3

Développer des actions de formation en lien avec les compétences de community management afin d'assurer une communication de proximité avec le public.

Enjeu 2 : Accompagner les exploitants et les salariés dans la reprise d'une activité transformée par la crise sanitaire

4

Renforcer l'attractivité des métiers de la branche par le biais d'actions de valorisation des métiers et de fidélisation des salariés en poste.

5

Accompagner le développement du métier de médiateur au service des salles de cinéma, par le biais d'action de formation notamment.